

BILLET DE BLOG 3 septembre 2026

Quel leadership pour une stabilité mondiale ? Signaux en provenance de Chine

Auteur

Sébastien Treyer

Directeur général

 Temps de lecture: 12 min

Fin de l’alliance transatlantique, fin du néolibéralisme, fin des gages de moralité en relations internationales, fin du monde tel que nous le connaissions¹ : une fois cet implacable constat posé, quelles hypothèses émergent quant à la nouvelle période qui s’ouvre ? Et, notamment, quel rôle jouera la Chine ? Il y a un an ([Iddri, 2025](#)), nous formulions l’hypothèse que le pays, qui domine nombre des principales chaînes de valeur, aura besoin de stabilité pour sa propre prospérité et devra chercher à définir et faire appliquer des règles du jeu à l’échelle internationale. Un an plus tard, commence-t-on à voir émerger un leadership chinois ? Quels signaux la Chine envoie-t-elle quant à sa place dans une gouvernance mondiale renouvelée, essentiellement guidée par ses intérêts économiques ?

Un soutien discursif et formel au multilatéralisme, pour quel projet ?

Les déclarations de la Chine sur son rôle à l'échelle mondiale, et ce qu'en révèlent ses relations bilatérales avec d'autres régions, notamment l'Union européenne, sont scrutées avec attention par de nombreux acteurs à travers le monde.

Le Conseil européen de juin dernier² a chargé la Commission européenne d'intensifier le dialogue avec Beijing pour trouver une solution diplomatique aux déséquilibres commerciaux, ouvrant trois mois de négociations, alors que l'UE n'était pas prête, jusqu'à maintenant, à entrer dans un tel processus. Selon son résultat, cette décision pourrait signaler, à l'inverse des stratégies de chantage commercial des États-Unis (présentées comme des stratégies de vassalisation des anciens alliés dans le discours de Mark Carney³), comment la Chine entend redéfinir des règles collectives pour demain, malgré sa dominance économique actuelle massive.

Depuis plusieurs années, la Chine distille sa vision des grands enjeux planétaires sur un mode discursif, positionnant ses concepts clés dans les instances multilatérales : par exemple, en 2021 lors d'une première partie de la COP 15 de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), en faisant valider collectivement une déclaration sur la « civilisation écologique », concept directeur de la planification territoriale et de la gestion de la biodiversité en Chine ; c'est également le cas de l'expression « communauté de destin partagé pour l'humanité », substituée aux termes d'un ordre international basé sur les règles des pays occidentaux, qui pourrait servir à la fois à mettre en cause certaines normes universelles en matière de droits et à questionner les rapports de pouvoir dans les institutions qui gouvernent la sécurité et la stabilité⁴.

Le gouvernement chinois précise également sa proposition pour la gouvernance mondiale par des initiatives dédiées : Global Civilisation initiative, Global Development Initiative, Global Governance Initiative, etc. Telle qu'analysée par le *think tank* sud-africain Institute for Global Dialogue⁵, cette proposition est construite en contraste fort avec le gouvernement actuel des États-Unis : libre commerce (offre de 0 % de droits de douane aux pays africains), inclusivité et partage dans la gouvernance mondiale, soutien au multilatéralisme onusien, mais aussi pluralisme des civilisations et recherche des formes de leur coexistence pacifique. Ce dernier point pourra être interprété en Occident comme une remise en cause de certaines valeurs universelles, notamment en matière de droits humains, mais résonne fortement avec les pays qui ont été colonisés.

Au-delà de ces propositions discursives et du soutien formel au multilatéralisme, qu'on entend de la Chine autant dans les COP climat qu'au Conseil de sécurité ou à la FAO, il reste très difficile de se faire une image claire de ce que la Chine veut ou propose comme nouveau projet ou comme chemin de transformation pour les institutions multilatérales actuelles. La Global Governance Initiative⁶ affirme le soutien de la Chine à l'ONU en tant que « plateforme centrale pour pratiquer le multilatéralisme », dont le rôle « doit être renforcé et non affaibli ». Elle affirme sa défense d'un « véritable multilatéralisme »⁷ par opposition aux postures occidentales présentées comme hypocrites car ne rééquilibrant pas le pouvoir de décision en faveur des pays du Sud. La Chine positionne également ses ressortissants à des postes clés dans de nombreuses organisations multilatérales, et elle est devenue le deuxième contributeur financier aux institutions de l'ONU. Elle affiche par ailleurs fortement son soutien à l'Agenda 2030 pour le développement durable, et inscrit ses initiatives bilatérales comme les Nouvelles Routes de la soie ([Iddri, 2019](#)) comme venant soutenir cet agenda multilatéral.

La création d'organisations internationales clés, ancrées dans des partenariats régionaux

Après avoir créé ou participé à créer des organisations régionales ou des groupements de pays comme les BRICS ou l'Organisation de Coopération de Shanghai, qui vient de se réunir⁸, la Chine met aussi en place des organisations internationales sur des enjeux clés qu'elle porte par ailleurs d'un point de vue discursif dans le système multilatéral. Ces organisations, complémentaires ou en parallèle du système onusien actuel, ont de plus en plus vocation à s'y intégrer pleinement.

Par exemple, après en avoir fait l'annonce en 2025, la Chine a lancé le 17 juillet dernier l'Organisation mondiale de coopération sur l'intelligence artificielle⁹, en présence du Secrétaire général des Nations unies et avec le soutien d'une trentaine de pays, dont de grands émergents (Brésil, Indonésie, Pakistan, Afrique du Sud, Ethiopie, Kenya), mais aussi la Russie et la Biélorussie, et aucun pays occidental. Là aussi, la déclaration du président chinois¹⁰ semble construite en opposition, sur les principes, avec la Pax Silica proposée par les États-Unis¹¹ et visant à exclure la Chine des chaînes de valeur du numérique : vision d'un système d'IA juste et équitable, normes et standards définis dans un contexte onusien, rejet des politiques de sécurisation excluant certains pays, gouvernance de l'IA par l'humain, etc. La création de cette organisation semble aussi vouloir prendre de vitesse le processus lancé par deux sommets mondiaux sur l'IA portés en coordination par la France puis par l'Inde en 2025 et 2026. Certains analysent que la Chine prône l'ouverture en matière technologique de manière à imposer certains acteurs chinois sur le marché de l'IA comme Uber s'est imposé dans son secteur par une forme de dumping éliminant les concurrents¹². En tout état de cause, on peut aussi noter une stratégie de consolidation de cette organisation par la création de centres de coopération avec nombre de structures régionales avec lesquelles la Chine a déjà des coopérations importantes : Union africaine, [Communauté d'États latino-américains et caraïbes](#), [Association des nations de l'Asie du Sud-Est](#), Ligue arabe, ou des formats comme les BRICS ou l'OCS. Au moment où la légitimité du système onusien vacille, reconstruire la coopération sur des maillons régionaux semble de toute façon une stratégie que l'ONU doit poursuivre, et que la Chine pratique par anticipation avec les organisations qu'elle crée.

Autre exemple majeur, au moment où les COP climat cherchent un projet unificateur, l'électrification des usages de l'énergie et le développement de la production et de l'interconnexion électrique sont au cœur des discussions entre COP 30 et COP 31. C'est précisément sur ce sujet que la Chine s'est positionnée en créant une organisation mondiale aux apparences techniques, mais dont le rôle pourra être déterminant pour fixer les normes et standards de l'économie électrifiée de demain. Alors que l'Europe cherchait à utiliser son pouvoir normatif pour garder une influence sur l'économie mondiale, la Chine n'est plus seulement le pourvoyeur de technologies électriques, mais à l'origine de l'organisation de normalisation technique¹³ : la Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization, fondée dès mars 2016, est déjà là, au moment où l'ensemble des pays vont avoir besoin d'elle, avec ses comités techniques¹⁴.

Cela confirme une analyse du China Global South project¹⁵ selon laquelle ; les cercles en charge des enjeux stratégiques à Beijing sont maintenant plus enclins que les diplomates du climat à accepter une responsabilité de leadership en matière multilatérale sur le climat, cette responsabilité étant perçue comme une nécessité

stratégique au service des intérêts économiques de la Chine. La Chine va assumer un rôle de leadership plus important, selon ses propres termes, et son influence se fera davantage par ses entreprises que par la diplomatie d'État, en conjuguant la notion de *soft power* aux enjeux cruciaux des normes techniques ; d'après cette analyse, les pays du Sud auraient tout intérêt à se connecter à ces entreprises qui seront en pointe pour définir les règles et normes de demain.

Comment concilier intérêts économiques et règles communes au service de tous ?

Ce rôle de leadership de plus en plus assumé est un signal important en matière de stabilisation d'un monde en fragmentation. Mais il peut aussi être inquiétant pour les pays européens, les autres émergents ou les pays les plus vulnérables, puisqu'il est tiré par les intérêts économiques (ce qu'était aussi le leadership américain qui a stabilisé l'économie mondiale après la Seconde Guerre mondiale, comme le soulignait le discours de Mark Carney), et que la Chine a déjà une position dominante en matière d'innovation, de pouvoir de prescription et de goulets d'étranglement dans de nombreuses chaînes de valeur mondiales.

Aux Réunions des entrepreneurs de France fin août à Paris¹⁶, la Présidente de la Commission européenne a reconnu la Chine comme un partenaire économique majeur, et indiqué vouloir réduire les risques sans rompre les liens. Le Policy Center for the New South, *think tank* marocain d'audience internationale, souligne lui aussi que la Chine est passée du statut d'usine du monde à celui de puissance technologique, d'investisseur de premier rang, et de force déterminante dans le commerce international, et s'interroge : la Chine est-elle un rival ou un modèle ? Et quelle viabilité du modèle économique chinois, au défi de passer d'un modèle de production industrielle tourné vers l'export à un rééquilibrage plus fort vers l'innovation, les services et la consommation intérieure¹⁷ ? Le modèle des politiques industrielles de long terme chinois est par ailleurs difficile à répliquer pour d'autres pays n'ayant pas les mêmes institutions et dans un contexte mondial où la Chine domine déjà.

D'autres analystes insistent sur le fait que le modèle dual de l'économie chinoise (produisant des technologies et des exportations de classe mondiale mais faisant stagner les revenus des ménages et contraignant la consommation intérieure) relève d'un choix stratégique délibéré¹⁸, au service d'une ambition mondiale : il canalise les revenus des ménages chinois, captifs, vers les capacités d'investissement de l'État.

La Chine réfute l'accusation selon laquelle sa politique industrielle produit des surcapacités et contribue aux déséquilibres macroéconomiques mondiaux¹⁹. Cette défense habile de l'efficacité de la politique industrielle chinoise, souvent caricaturée en Europe, ne fait cependant pas état des problèmes réels que connaît l'économie chinoise, notamment l'involution des entreprises (concurrence féroce sans gains de rentabilité), et minimise les craintes des autres pays en matière de sécurité dans les chaînes de valeur où la Chine possède de réels goulets d'étranglement. Invitée par la présidence française du G7 à un Sommet des convergences avec les pays du G7, la Chine ne s'y est pas impliquée suffisamment pour que la coordination internationale sur ces grands déséquilibres macroéconomiques mondiaux puisse réellement progresser.

Sur ce dossier pourtant crucial pour la prospérité future de la Chine, et pour la stabilité économique et politique mondiale, le leadership et la responsabilité de la Chine ne sont pas assumés. La Chine a toutes les raisons de ne

pas croire qu'un bloc économique complexe comme l'Union européenne sera suffisamment uni pour utiliser la plus grande fermeté dans les négociations commerciales, et contribuer ainsi à définir des règles aux bénéfices des deux parties²⁰. Certains recommandent, face à ce deuxième choc chinois, d'utiliser les goulots d'étranglement que l'Europe possède elle-même dans certaines chaînes de valeur pour négocier sur un meilleur pied d'égalité. Ce serait un instrument de négociation plus crédible que les escalades de droits de douane.

Il faudra donc continuer à suivre si l'Organisation de coopération de Shanghai et le sommet des BRICS (12-13 septembre, Inde) montrent aussi un leadership chinois à travers ces organisations, ainsi que les positionnements chinois sur la réforme des Nations unies et avec son nouveau secrétaire général. Mais une grande partie du leadership pour préserver de règles multilatérales deviendra visible aussi dans les conflits et les rapports de négociation entre des blocs et des pays qui recherchent en même temps une stabilité économique comme un bien commun mondial et à prendre l'avantage sur les autres.

1

<https://foreignpolicy.com/projects/the-end-of-the-world-as-we-know-it/#site-wrapper>

2

<https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2026/06/18-19/>

3

<https://legrandcontinent.eu/fr/2026/08/23/le-discours-integral-de-mark-carney-contre-la-vassalisation-du-canada/>

4

https://www.globalasia.org/v14no2/focus/how-will-europe-handle-conceptual-divergence-between-china-and-the-us_alice-ekman

5

[China's Global Civilization Initiative \(GCI\) in a Changing Geopolitical Landscape](#)

6

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202509/t20250901_11699912.html

7

<https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2026-7-page-22?lang=fr&tab=resume>

8

<https://eng.sectesco.org/>

9

World Artificial Organisation Cooperation Organization (WAICO).

10

<https://news.cgtn.com/news/2026-07-17/Full-text-Xi-s-keynote-speech-at-the-2026-WAIC-opening-ceremony-1OQSfeoRvUs/p.html>

11

<https://www.state.gov/pax-silica>

12

<https://legrandcontinent.eu/fr/2026/07/17/la-doctrine-ai-le-plan-de-xi-jinping-pour-ruiner-la-silicon-valley/>

13

<https://www.project-syndicate.org/commentary/europe-china-converging-on-same-model-of-development-strategic-autonomy-by-emmanuel-guerin-2026-07>)

14

<https://www.weforum.org/organizations/global-energy-interconnection-development-and-cooperation-organization-geidco/>

15

<https://chinaglobalsouth.com/analysis/china-global-climate-leadership-global-south/>

16

<https://laref.org/>

17

https://newsletter.policycenter.ma/NL_22_08_26.htm

18

<https://www.prcleader.org/post/chinasdualeconomy-whenstrategicambitionhollowsoutthefoundation>

19

https://english.mofcom.gov.cn/News/SignificantNews/art/2026/art_1cc81037c291427ba64e696b6fbc0ad6.html

20

https://legrandcontinent.eu/fr/2026/08/19/pourquoi-xi-jinping-ne-craint-plus-leurope/?utm_source=brevo&utm_medium=email&utm_campaign=LLQ%20-%2019%20aout

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

GOUVERNANCE

MULTILATERALISM

CHINA

EUROPE